

liers, mais serait incapable, dans l'état actuel de la mobilisation ouvrière et de la tension sociale ambiante, d'assumer les conséquences politiques d'une répression massive.

De Gaulle n'a pas envoyé ses C.R.S. contre les 300 grévistes du Mans, comme il ne les envoie pas contre toutes les grèves partielles qui paralysent des usines entières (Sochaux, Saviem, S.N.C.F., etc.) parce qu'il sait que 2.000 C.R.S. bouclant Le Mans auraient provoqué la levée en masse de tous les travailleurs de la Régie, voir de la métallurgie.

Les manifestations sont officiellement interdites depuis le 12 juin et pourtant elles se succèdent à un rythme accéléré. Les préavis sont obligatoires et pourtant les grèves ne préviennent pas, elles fusent même dans toutes les grandes régions industrielles.

Ceci ne signifie pas que la bourgeoisie n'aurait pas les moyens de sa politique, mais bien plutôt qu'elle n'a pas de politique applicable avec ses moyens.

Le critère essentiel de sa liberté de manœuvre étant dans ce domaine l'apathie politique et sociale, elle ne peut ni l'installer par la répression, car les conséquences dépasseraient l'acte ; ni compter pour cela sur ses complices objectifs d'antan : les directions ouvrières réformistes ou stalinienne. La chappe de plomb qui pesait sur les épaules du mouvement ouvrier s'est soulevée. Une brèche a été introduite dans l'influence traditionnelle de ses directions. Les travailleurs d'avant-garde de plus en plus nombreux lui échappent et lui échapperont encore.

Il ne manque qu'un cristallisateur à leurs possibilités.

#### b) *La politisation des luttes*

De même que le parlementarisme a été relégué au musée de la République, de même les luttes « revendicatives », purement « alimentaires » devraient appartenir aux stratégies du temps de la marine à voile.

Le socle de bronze sur lequel tenait le réformisme s'est transformé en sable. Le capitalisme monopoliste d'Etat a donné, au fil de dix ans de pouvoir gaulliste, aux luttes ouvrières, une physiologie qui le détruira.

Tout combat aussi partiel, aussi sectoriel soit-il, est aujourd'hui un combat livré plus ou moins directement contre l'Etat capitaliste et non simplement contre le patron de l'usine.

L'attitude de choc du patronat et de l'Etat (« l'heure n'est plus aux négociations » a récemment déclaré Dreyfus), déterminera de plus en plus des luttes de « choc » de la classe ouvrière.

La dichotomie que la social-démocratie avait introduite, et le stalinisme reprise à son compte (les grèves aux syndicats, les votes aux partis ouvriers), a définitivement perdu la base objective que la période passée du capitalisme lui avait offerte.

Le patronat et l'Etat n'ont pas grand chose à concéder, les travailleurs n'ont rien à attendre.

Dans l'impasse actuelle du régime, toute lutte prend le caractère d'une préparation à l'affrontement avec la bourgeoisie dans son ensemble.

La vision syndicaliste — « revendicative » — que le P.C.F. s'obstine à imposer à la C.G.T. ne colle même plus à la réalité sociale : toutes les grèves du Mans, de Sochaux, de Renault, se